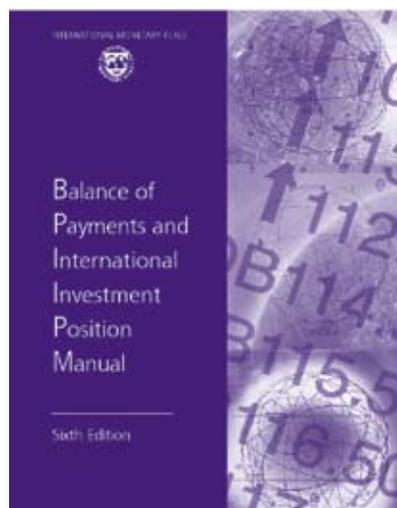


Le MBP6 est affiché sur le site Internet du FMI

Le projet de mise à jour du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du FMI a été affiché en mars 2007, pour commentaires, sur le site Internet du FMI (<http://www.imf.org/external/np/sta/bop/bopman5.htm>). Cette publication est l'aboutissement de plusieurs années de travail du Comité des statistiques de balance des paiements du FMI (le Comité) et de ses sous-comités. La mise à jour tient compte des consultations qui se sont déroulées en 2004 à l'échelle mondiale au sujet du plan annoté.

Les lecteurs sont invités à communiquer leurs questions et commentaires sur la version provisoire du MBP6, à l'aide du formulaire disponible sur le site Internet, d'ici au 15 juin 2007, à l'adresse suivante : MBP5update@imf.org. Les commentaires seront ensuite soumis aux membres du comité, qui en discuteront à leur réunion d'octobre 2007. Une version révisée du MBP6 sera ensuite affichée sur le site Internet, tandis que la version définitive sortira en 2008.

Dans ce contexte, cet article présente un aperçu du Manuel et du processus de mise à jour.



La version définitive du Manuel révisé devrait être publiée en 2008

Introduction

L'édition du Manuel de la balance des paiements en cours de révision est la cinquième du genre (MBP5). Publiée en 1993, elle marquait l'harmonisation des

statistiques de balance des paiements avec la comptabilité nationale : le *Système de comptabilité nationale* (SCN 93) a été aussi publié en 1993. Afin de préserver cette harmonisation, l'actualisation du MBP5 a été étroitement alignée sur la révision du SCN 93, qui se déroule parallèlement. Un grand nombre de questions qui ont fait leur apparition ou ont gagné en importance dans le domaine des transactions et positions internationales se posent aussi dans le processus de révision du SCN. Le Comité a sélectionné une vingtaine de questions pour la révision du SCN en cours¹. La mise à jour, en outre, tient compte des progrès méthodologiques accomplis ces dernières années dans le domaine des réserves de change, du commerce international des services et de la dette extérieure².

Une liste détaillée des changements apportés au MBP5 figure à la fin de chaque chapitre du projet de manuel. Si l'on fait abstraction de questions particulières, trois thèmes majeurs apparaissent dans la mise à jour : la mondialisation, l'attention accrue accordée aux questions de comptes de patrimoine et l'innovation financière.

Questions et thèmes dominants

La **mondialisation** a mis plusieurs questions en relief. Un nombre croissant de personnes physiques et morales ayant des contacts avec au moins deux économies, des directives supplémentaires s'imposent sur le concept de résidence. On a décelé, en particulier, un intérêt croissant pour les statistiques sur les travailleurs migrants et leurs envois de fonds. Par ailleurs, la mondialisation de la production s'étant accentuée, il a fallu concevoir de nouveaux modes de traitement permettant de rendre compte de façon plus complète et plus cohérente de l'externalisation du traitement physique des produits (biens pour transformation), ainsi que de la vente ou de la gestion de produits manufacturés, qui sont séparés de la possession matérielle (négoce international). D'autres directives portent sur la question

¹On trouvera des renseignements sur ces questions et les décisions prises dans le cadre de la révision du SCN à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/sna1993/issues.asp>.

²Les travaux ont pris en compte le document intitulé *Réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données* (2001), le *Manuel des statistiques du commerce international des services* (2002) et le document intitulé *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* (2003), respectivement.

Sommaire	Page
Le MBP6 est affiché sur le site Internet du FMI	1
Les travaux du Groupe d'experts techniques sur les réserves	3
Envois de fonds : progrès accomplis dans les définitions et directives sur l'établissement des données	4
Révision du <i>Manuel des statistiques du commerce international des services</i>	6
Conférence de Madrid sur l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille	7
Les données à haute fréquence relatives au secteur extérieur peuvent faciliter l'analyse du compte de patrimoine	9
Projet de comparaison de la position extérieure globale et de la dette extérieure	12
Formation	16
Nouveau site Internet pour les statistiques conjointes BRI-FMI-OCDE-BM sur la dette extérieure	18
Interview de Neil Patterson, ancien Sous-Directeur au Département des statistiques, statistiques de la balance des paiements et de la dette extérieure	19
Questions régionales	22
Le FMI a l'intention de lancer une enquête coordonnée sur les investissements directs	23
Futures manifestations	24
Sur le Web	24
Publications récentes	24

de la résidence et des activités d'entités à vocation spéciale et d'autres structures juridiques utilisées à des fins de détention d'actifs et dont la présence physique est minime ou nulle. Pour la première fois, le traitement des unions monétaires fait l'objet de recommandations spécifiques (dans une annexe distincte).

Le nouveau manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du **compte de patrimoine** comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. Le nouveau manuel contient des recommandations beaucoup plus détaillées sur la position extérieure globale, à savoir le relevé des stocks d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'un pays. Il accorde, en outre, davantage d'attention aux réévaluations et autres variations de volume, ainsi qu'à leur incidence sur les avoirs et engagements. Ces dix dernières années, des recherches ont été publiées sur la position extérieure globale, la dette extérieure, les dérivés financiers et les avoirs de réserve. Les résultats de ces travaux détaillés ont été inclus dans le nouveau manuel. En raison de l'importance accordée aux questions de comptes de patrimoine, la nouvelle édition s'intitule *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, même s'il est prévu d'utiliser l'acronyme MBP6.

L'**innovation financière** inclut le développement de nouveaux instruments financiers et de nouvelles structures financières au sein des unités institutionnelles. Parmi les nouveaux instruments figurent les dérivés financiers, les titres liés à un indice et les comptes en or. Parmi les structures institutionnelles se trouvent les entités à vocation spéciale. Le concept fondamental de l'investissement direct n'a quasiment pas changé,

mais, compte tenu du développement des sociétés dotées de structures internationales complexes, il est nécessaire d'élaborer des directives sur l'identification des investissements directs dans les cas où les chaînes de propriété sont longues et complexes. Le traitement des investissements directs est révisé en collaboration avec l'OCDE, qui, simultanément, revoit aussi sa *Définition de référence des investissements directs internationaux*.

Le processus de mise à jour

Les travaux préparatoires de mise à jour du *Manuel* ont inclus plusieurs contributions successives de la part des statisticiens et des utilisateurs. Des groupes d'experts techniques ont été créés avec pour mission d'étudier diverses questions particulières : les unions monétaires, les investissements directs et d'autres questions spécifiques (tous ces thèmes ont été traités en 2003), ainsi que les réserves (question traitée en 2005). Ces groupes ont formulé des recommandations qui ont été reprises par le Comité. Les questions et propositions relatives au traitement de ces recommandations ont été décrites dans le plan annoté, qui a été envoyé en avril 2004 à l'ensemble des pays membres pour commentaires et publié à la même époque sur le site Internet du FMI. À nouveau, les lecteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le nouveau projet de manuel, dont la version définitive sera rédigée en 2008.

Cette échéance coïncide avec le calendrier de la révision du SCN 93, qui devrait s'achever en 2008. Il est important que les deux systèmes restent autant que possible en harmonie. On trouvera des renseignements au sujet de la révision du SCN 93 sur le site Internet des Nations Unies à l'adresse suivante : <http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/snarev1.asp>.

Rob Dippelsman a contribué à la rédaction de cet article.

Encadré 1 : Comité des statistiques de balance des paiements du FMI

La dix-neuvième réunion du Comité des statistiques de balance des paiements du FMI (le Comité) a eu lieu à la Banque centrale européenne, à Francfort, en octobre 2006. La réunion a porté essentiellement sur les questions en suspens concernant la mise à jour du MBP5, mais le Comité a aussi :

- examiné les progrès accomplis par le Groupe de Luxembourg sur la question des envois de fonds (voir l'article en page 4 du *Bulletin*);
- examiné les modalités d'une enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID) (voir l'article en page 23 du *Bulletin*);
- examiné un rapport sur le séminaire qui a été consacré à l'ECIP (enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille), en mars 2006, à la Banque d'Espagne (voir l'article en page 7 du *Bulletin*).

Les travaux du Groupe d'experts techniques sur les réserves

Le Comité des statistiques de balance des paiements du FMI (le Comité) a mis en place, en juin 2005, un Groupe d'experts techniques sur les réserves (RESTEG) chargé de le conseiller sur les questions d'avoirs de réserve dans le cadre de l'actualisation de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5). RESTEG se compose de 25 représentants d'autorités monétaires participant à l'établissement des statistiques de balance des paiements et de réserves internationales, ainsi que de membres d'autres institutions internationales et de départements du FMI chargés de l'analyse des réserves.

Comme point de départ des débats du RESTEG, le FMI a présenté au Comité, en juin 2005, une étude sur les questions touchant aux réserves dans le cadre de la mise à jour du MBP5 (BOPCOM 05/70). Onze documents portant sur les questions à débattre, tirés de cette étude, ont ensuite été soumis, en décembre 2005, aux membres du RESTEG. Une réunion s'est tenue les 11 et 12 mai 2006, au siège du FMI à Washington, sur la base des observations reçues par voie électronique. Onze membres du RESTEG, originaires de pays membres du FMI, y ont participé.

Les membres du RESTEG sont parvenus à des conclusions sur les sept questions suivantes : clarifications dans le domaine des nantissements; clarifications au sujet des devises; clarifications en ce qui concerne la monnaie de libellé; négociabilité (liquidité); fonds de placement; traitement des actifs mis en commun; traitement des swaps et dépôts d'or. Par ailleurs, le RESTEG a résumé les conclusions des discussions et sollicité l'opinion du Comité dans son rapport (BOPCOM 06/28) au sujet des quatre questions suivantes : les engagements liés aux réserves, les dépôts dans les banques résidentes, les opérations de cession temporaire et les allocations de DTS. Les engagements liés aux réserves font l'objet d'une étude distincte, réalisée par le secrétariat du RESTEG (BOPCOM 06/29).

Lors de sa réunion d'octobre 2006, le Comité a examiné les résultats des discussions du RESTEG, ainsi que les questions soulevées.

Le Comité a accepté la proposition consistant à classer les allocations de DTS dans la dette. Un accord

a été atteint sur les opérations de cession temporaire durant les consultations qui ont suivi la réunion du Comité, lequel a accepté sans discussion le reste des propositions du RESTEG (à l'exception de celle touchant à l'or). En ce qui concerne les dépôts dans les banques résidentes, les membres du Comité ont appuyé massivement le principe consistant à exclure ce type d'actifs des avois de réserve. S'agissant des engagements liés aux réserves, les avis étaient partagés sur la question de savoir s'il fallait les inclure dans les composantes types ou les présenter sous la forme d'un poste pour mémoire. Une faible majorité s'est dégagée en faveur de la seconde option. Il a été décidé de procéder à des consultations supplémentaires sur la question de l'or. À la suite de la réunion du Comité, une nouvelle série de consultations a été organisée sur ces trois questions avec le Comité et les membres du RESTEG; c'est pourquoi le projet de MBP6 comprend des propositions pour chacune d'entre elles. Les opinions exprimées étant très variées, le projet de MBP6 demande spécifiquement aux lecteurs de faire part de leurs observations sur les questions suivantes : dépôts dans les banques résidentes, engagements liés aux réserves et or monétaire.

Au cours de sa réunion, par ailleurs, le Comité a estimé que le RESTEG devait poursuivre ses travaux et a jugé préférable de finaliser tout d'abord les travaux sur les réserves dans le nouveau projet de manuel, puis de réviser les directives relatives au formulaire type de déclaration des données sur les réserves internationales et les liquidités en devises. Le RESTEG rendra compte de ses travaux à la réunion de 2007 du Comité.

Les documents de synthèse, les documents définissant les questions à débattre et les documents sur les résultats sont affichés sur la page d'accueil du RESTEG, qui se trouve sur le site Internet du FMI à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/cta/bop/resteg.htm>.

Antonio Galicia-Escotto a contribué à la rédaction de cet article.



Envois de fonds : progrès accomplis dans les définitions et les directives sur l'établissement des données

Généralités

Les participants à la réunion des chefs d'État du G8 qui s'est déroulée en 2004 à Sea Island ont insisté sur l'importance des envois de fonds et l'amélioration des statistiques qui s'y rapportent. Par la suite, les Ministres des finances du G7 ont appelé de leurs vœux la création d'un groupe de travail international chargé, sous la direction de la Banque mondiale, d'œuvrer à l'amélioration des statistiques sur les envois de fonds.

En janvier 2005, la Banque mondiale a organisé une réunion internationale sur ce type de statistiques dans le but de clarifier les besoins des utilisateurs et définir une stratégie pour améliorer la disponibilité et l'exactitude des données sur les envois de fonds.

Près de 60 personnes, parmi lesquelles des utilisateurs et des compilateurs de données originaires de divers pays et organisations internationales, ont participé à cette réunion, organisée conjointement avec le FMI. Les pays du G8 étaient représentés par un fonctionnaire du Trésor des États-Unis³.

Lors de la réunion, il a été convenu que les statistiques de balance des paiements constituaient le cadre approprié pour recueillir et publier les statistiques d'envois de fonds, ainsi que pour améliorer ces données. Les participants sont convenus aussi de la nécessité de revoir les concepts et définitions de la balance des paiements concernant les envois de fonds. Enfin, ils ont conclu qu'il fallait améliorer les directives sur la collecte et l'établissement des statistiques d'envois de fonds.

On trouvera aux paragraphes suivants une analyse des progrès accomplis dans ces domaines depuis la réunion de 2005 du Comité de la balance des paiements du FMI (le Comité), ainsi que le tour d'horizon des travaux en cours.

Concepts et définitions

Une étude décrivant les progrès accomplis dans l'amélioration de la méthodologie et des directives d'établissement des données a été présentée à la réunion de 2005 du Comité. Celui-ci a décidé d'adopter la proposition consistant à éliminer du cadre de la balance des paiements les transferts de migrants et toute référence aux «migrations» et à considérer la résidence comme seul concept de référence acceptable.

Deux autres études ont été présentées à la réunion de 2006 du Comité : l'une visait à informer les membres

³On trouvera des informations supplémentaires sur la réunion, y compris l'intégralité des documents et présentations, à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/data/remittances.html>.

du Comité des progrès accomplis dans le cadre du projet relatif aux envois de fonds, tandis que l'autre contenait les recommandations définitives du Sous-groupe technique des Nations Unies chargé d'étudier le mouvement des personnes physiques (créé sous l'égide de l'équipe spéciale des statistiques du commerce international des services) au sujet des nouvelles définitions des envois de fonds. En résumé, ces études recommandaient le remplacement de l'expression «envois de fonds des travailleurs» par «transactions personnelles», ainsi que l'adoption des nouveaux postes suivants : «envois de fonds personnels», «envois de fonds totaux» et «envois de fonds totaux et transferts aux ISBLSM»⁴; le Comité a accepté ces recommandations sous réserve de certaines clarifications. Le résultat est inclus dans le projet MBP6.

Directives sur le recueil des données et Groupe de Luxembourg

Lors de la réunion de janvier 2005, les statisticiens ont jugé utile de mettre au point des directives détaillées sur l'établissement des données relatives aux envois de fonds. Il a été proposé d'utiliser le format *City Group*, c'est-à-dire un groupe volontaire composé de statisticiens dotés de l'expérience nécessaire et dont la mission consisterait à élaborer un ensemble de directives sur les pratiques optimales. Eurostat ayant organisé la première réunion, les 26 et 27 juin 2006, le groupe a reçu le nom de Groupe de Luxembourg. Ses membres ont accepté de rassembler les matériaux nécessaires à la publication d'un guide d'établissement des données. Le Groupe, en outre, rédigera collectivement une grande partie du guide. Le FMI, de concert avec la Banque mondiale, a proposé de réviser et publier ce document.

À sa deuxième réunion, qui a eu lieu à Francfort les 4 et 5 décembre 2006, le Groupe a défini les grandes lignes du guide d'établissement des données; il a identifié, dans les études présentées par ses membres, les matériaux susceptibles d'alimenter les chapitres du guide; et il a décidé de poursuivre la rédaction du document durant le premier semestre 2007. La composition du Groupe étant fort diverse, le guide incorporera des contributions sur tous les sujets, ainsi que des expériences et perspectives diverses. Une version préliminaire complète devrait être distribuée au sein du Groupe avant la troisième et dernière réunion, prévue pour les 26 et 27 juin 2007.

À titre de premier pas vers le recensement des pratiques optimales d'établissement des données, le

⁴ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages.



Séminaire sur les envois de fonds au Center of Excellence in Finance
Ljubljana, Slovénie, 26 février–2 mars 2007

Groupe de Luxembourg a passé en revue les méthodes d'établissement des données qui ont fait leurs preuves. Il a constaté que les principales méthodes de compilation étaient celles qui reposaient sur les systèmes de déclaration des transactions internationales, les déclarations directes, les enquêtes auprès des ménages et diverses techniques basées sur des modèles.

Les membres du Groupe s'accordent à penser qu'aucune source de données ne produit suffisamment d'informations à elle seule pour permettre une amélioration à long terme des statistiques sur les envois de fonds : les sources présentent toutes des avantages et des inconvénients. Selon le Groupe, on améliorera plus efficacement ce type de statistiques en combinant diverses sources de façon novatrice. Les statisticiens doivent prendre en compte la situation particulière de leur pays, notamment d'un point de vue institutionnel, juridique et pratique. Ils doivent aussi adopter des méthodes d'établissement des données permettant d'estimer les envois de fonds de façon complète et cohérente à partir de sources statistiques qui peuvent être parfois incohérentes ou redondantes. Ces questions seront traitées dans le guide d'établissement des données.

En ce qui concerne l'évaluation des méthodes de compilation, une autre référence utile est le projet du Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA). Le Comité consultatif international, qui inclut le FMI et la Banque mondiale, fournit des avis techniques pour ce travail. Le CEMLA est également représenté dans le Groupe de Luxembourg.

Formation

Des séminaires consacrés à l'établissement de données sur les envois de fonds auront lieu après la publication du Guide. Un séminaire pilote organisé en février–mars 2007 à Ljubljana (Slovénie) a réuni des participants venus de huit pays d'Europe de l'Est. Dans ses conclusions, il a fermement approuvé les améliorations proposées des concepts et définitions ainsi que la méthode de compilation retenue par le Groupe de Luxembourg. Les envois de fonds continueront aussi de jouer un rôle majeur dans les programmes d'assistance technique du FMI.

Communication des données aux Ministres des finances du G7

À la réunion internationale de janvier 2005, il avait été décidé que la Banque mondiale, le FMI et quelques pays partenaires, en collaboration avec la Division de statistique des Nations Unies, prépareraient des rapports réguliers à l'intention des Ministres des finances du G7. Le rapport définitif, en cours de finalisation, décrira les résultats du travail conceptuel (maintenant terminé) dans le contexte de la révision du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)* et fera le point sur les progrès accomplis dans le cadre des travaux du Groupe de Luxembourg sur le guide d'établissement des données. Un rapport intérimaire a été rédigé à la fin de 2005.

Jens Reinke a contribué à la rédaction de cet article.

Révision du *Manuel des statistiques du commerce international des services*

Le chapitre pertinent du projet de MBP6 insiste sur la concordance avec les concepts fondamentaux du SCN mis à jour et de la version révisée du Manuel des statistiques du commerce international des services (MSITS) et, dans la mesure du possible, renforce la concordance avec les directives statistiques figurant dans les Recommandations internationales sur les statistiques du tourisme (IRTS) et le Compte satellite du tourisme (TSA).

L'équipe spéciale interinstitutions des statistiques du commerce international des services (IATFSITS)⁵ a commencé la mise à jour du MSITS en s'inspirant des réponses suscitées par le document et le questionnaire de consultation élaborés par les institutions internationales et distribués dans le monde entier. La rédaction du premier plan annoté du MSITS actualisé a commencé. Le Département des statistiques du FMI (STA) s'est engagé à élaborer un projet de plan annoté pour le chapitre III du MSITS révisé et à rédiger un projet de chapitre révisé; à participer à la production de nouveaux éléments d'information sur les différents modes de prestation de services; et à collaborer avec ses partenaires au sein de l'IATFSITS pour mettre à jour divers appendices du MSITS, notamment celui qui décrit les liens entre la classification élargie des services (EBOPS) et la classification centrale des produits (CPC v.2). Une fois que les débats engagés au sein des divers groupes d'experts seront terminés, on procédera, en 2007, à la rédaction de la version révisée du MSITS, puis on mettra en œuvre, en 2008, un programme de consultations extensives et d'examen des projets de chapitres. Le manuel révisé devrait être soumis à la Commission de statistique des Nations Unies en 2009.

Par ailleurs, des travaux ont été engagés pour améliorer la production de statistiques, ainsi que la portée et le champ d'application des données communiquées sur le commerce international des services dans le

⁵L'IATFSITS se compose des membres suivants : ONU, Eurostat, FMI, OCDE, CNUCED et OMC.

cadre conceptuel de la balance des paiements. Le Département des statistiques du FMI contribuera : i) au projet de la Division de statistique des Nations Unies concernant la création d'une base de données mondiale sur les statistiques du commerce des services ventilées par pays partenaires, types de services et modes de prestation; et ii) aux travaux engagés par l'OCDE sur les asymétries bilatérales et un modèle de flux mondiaux dans le commerce des services. Enfin, le Département envisage aussi de collaborer avec l'Organisation mondiale du tourisme pour rédiger des directives sur la compilation des composantes «voyages» et «transport de voyageurs» des statistiques de balance de paiements et l'établissement des statistiques touristiques.

D'autre part, le Département des statistiques du FMI pilotera au moins une activité de formation spécialisée dans le domaine des statistiques du commerce des services en 2007 : un cours conjointement organisé avec d'autres membres de l'IATFSITS à l'Institut multilatéral d'Afrique à Tunis. Cette formation s'inspirera du cours type du FMI sur les statistiques du commerce international des services et sur le module de formation consacrée au commerce des services coordonné par l'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale.

Enfin, le Groupe de coordination interinstitutions chargé des statistiques du tourisme et son sous-groupe technique ont entrepris une comparaison exhaustive des concepts et définitions des activités de voyages et de tourisme dans l'IRTS, le TSA et les statistiques sur les migrations internationales. Ces travaux ont entraîné plusieurs modifications et clarifications dans le projet de MBP6 : elles concernent la définition et la classification de l'élément «voyage» de la balance des paiements, l'évaluation des activités d'agents de voyages et de voyagistes, ainsi que l'évaluation et l'enregistrement des activités liées aux formules de temps partagé.

Nataliya Ivanik a contribué à la rédaction de cet article.

Conférence de Madrid sur l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille

Les utilisateurs échangent leurs vues sur les statistiques d'allocation de portefeuille à l'échelle mondiale lors d'une conférence organisée à Madrid

Le 1^{er} et le 2 mars 2006, la Banque d'Espagne a accueilli une conférence internationale sur l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP), enquête internationale réalisée sous les auspices du FMI. L'objectif de la conférence était d'expliquer comment l'enquête pouvait être utilisée et comment elle l'a été jusqu'ici. Les principaux conférenciers, représentant la Banque d'Espagne et la Banque centrale européenne, ont affirmé que l'ECIP constituait à la fois un modèle de coopération internationale pour améliorer la déclaration de statistiques et une précieuse source statistique pour traiter de la stabilité financière et des problèmes touchant à la mondialisation. Toutefois, compte tenu de l'accroissement et de la volatilité des transactions internationales, les orateurs ont fait remarquer qu'il restait des problèmes à résoudre

grands pays investisseurs et un grand nombre de centres financiers offshore participent à l'ECIP. Plusieurs économies participantes fournissent aussi des informations complémentaires sur le secteur des détenteurs d'actifs et la monnaie d'émission. Une ventilation similaire est appliquée aux titres détenus comme avoirs de réserve par un grand nombre des principales économies détentrices d'avoirs de réserve, ainsi qu'aux titres des organisations internationales (ces informations, toutefois, sont publiées uniquement sous forme agrégée). Il est possible de consulter ces données et métadonnées sur le site Internet du FMI à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sta/pi/cpis.htm>.

Diverses études ont été présentées, à la fois par des statisticiens et par des utilisateurs. À cette occasion, les représentants de la Banque centrale européenne, de la Banque du Japon, de la Banque d'Espagne et de la Réserve fédérale des États-Unis ont expliqué comment les statisticiens utilisaient la base de données de l'ECIP pour, entre autres, améliorer la qualité des données sur les engagements (en données miroirs) — notamment

Tableau 1 : Récapitulatif des résultats des enquêtes coordonnées sur les investissements de portefeuille, encours de fin de période 2001–05

(En billions de dollars EU)

	Titres de participation	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
2001	5,2	6,4	1,1	12,7
2002	4,8	8,0	1,3	14,1
2003	6,9	10,5	1,5	19,0
2004	8,7	12,7	1,9	23,3
2005	10,4	13,4	1,9	25,7

pour améliorer les données. Le compte-rendu de la réunion est disponible à l'adresse suivante : http://www.bde.es/doctrab/confere/confee_7.htm.

L'ECIP est avant tout une enquête sur l'encours (en fin d'année) des avoirs extérieurs de titres (titres de participation, titres de créance à long terme et à court terme) de quelque 70 économies, avec une ventilation selon l'économie de l'émetteur. Les données sont évaluées aux cours du marché et portent sur chaque année de la période 2001–05 (pour certains pays, on dispose aussi de données pour 1997, année durant laquelle une enquête a été réalisée dans 29 économies). La plupart des

selon le pays de résidence de la contrepartie s'agissant des détenteurs d'instruments au porteur —, accroître la ventilation des données selon le secteur du détenteur et vérifier (et/ou améliorer) les données sur les transactions dans la balance des paiements. À ce sujet, non seulement l'ECIP offre, dans certains cas, une meilleure couverture et davantage de détails que d'autres sources de données, mais, lorsque les données sont collectées titre par titre, des variables explicatives (telles que les variations de prix et de taux de change, ainsi que les transactions) sont utilisées pour expliquer les variations d'encours en fin d'année, ce qui constitue un contrôle de qualité supplémentaire.

La Réserve fédérale des États-Unis, la Banque centrale européenne et le FMI ont présenté des études sur l'utilisation des données de l'ECIP. Ces présentations ont porté en grande partie sur la question de la «préférence nationale» : dans tous les pays, les investisseurs détiennent une proportion de titres émis sur leur marché national supérieure à ce que

compréhension du rôle de ces places sur les marchés internationaux de valeurs mobilières.

Toutefois, bien que l'ECIP soit un outil majeur permettant de mieux comprendre les allocations de portefeuille, de nombreux orateurs ont suggéré d'y apporter des améliorations au regard de la complexité croissante

des marchés de valeurs mobilières. Ces améliorations consistent, entre autres, à publier les statistiques dans de meilleurs délais, à combler les lacunes existant dans le champ couvert par les statistiques et à mieux mesurer les opérations de pension. À l'époque où s'est déroulée la conférence, le Département des statistiques du FMI publiait les données avec un délai d'environ 14 mois à compter de la date de référence; ce délai a maintenant été réduit à un an. S'agissant des lacunes du champ couvert par les statistiques, il a été proposé d'inviter, dès que possible,



Conférence ECIP à Madrid – De gauche à droite : Javier Santiso (Centre de développement de l'OCDE), Steven Keuning (Banque centrale européenne), José Viñals, Président de la conférence (Banque d'Espagne), Philippe Mesny (Banque des règlements internationaux) et Duncan McKenzie (International Financial Services, Londres).

la théorie économique laisserait supposer dans un environnement non frictionnel où la connaissance serait parfaite. C'est pourquoi, étant donné que les portefeuilles de non-résidents sont sous-pondérés en titres émis aux États-Unis, la capacité nécessaire à la poursuite du financement du déficit du compte des transactions courantes des États-Unis semble exister. Une tendance similaire a été décrite au sujet de la «préférence régionale», selon laquelle les investisseurs tendent à investir davantage dans leur propre région qu'ailleurs. Les conférenciers ont fait remarquer que des facteurs tels qu'une langue commune, le droit applicable et une monnaie commune (dans le cas d'une union monétaire) influent considérablement sur les préférences en matière d'investissement. Ceci est particulièrement évident dans la zone euro, où l'intégration des marchés de valeurs mobilières s'est accentuée depuis le lancement de la monnaie européenne. Les intervenants ont souligné, en outre, que l'inclusion des données d'un grand nombre de centres financiers offshore dans l'ECIP a facilité la

la République populaire de Chine et les principaux pays exportateurs du Moyen-Orient à participer à l'initiative. Selon les intervenants, une autre façon d'éliminer les carences consisterait à obtenir des données sur les «avoirs détenus par une tierce partie», c'est-à-dire les titres détenus par un dépositaire dans une économie autre que celle des propriétaires. Cette question est particulièrement importante pour les ménages, car aucune économie ne leur consacre d'enquête directe dans le cadre de l'ECIP. Les opérations de pension (et les transactions connexes) constituent un problème de mesure majeur, car le traitement statistique habituel au plan international consiste à les classer parmi les prêts garantis : la transaction sous-jacente portant sur le titre n'est donc pas prise en compte. Le Département des statistiques reconnaît qu'il est possible d'apporter des améliorations dans tous ces domaines, même si les progrès seront plus lents dans certains que dans d'autres.

Neil Patterson et John Joisce ont contribué à la rédaction de cet article.

Les données à haute fréquence relatives au secteur extérieur peuvent faciliter l'analyse du compte de patrimoine

«Pour que le FMI puisse remplir son mandat, la surveillance doit se concentrer au moins autant sur les comptes de patrimoine que sur les taux de change», Mervyn King, Gouverneur de la Banque d'Angleterre (2006).

Les améliorations récemment introduites dans les méthodologies statistiques et en matière de disponibilité des données permettent d'analyser très fréquemment les déséquilibres en termes de monnaies et d'échéances dans les comptes de patrimoine financiers sectoriels. Toutefois, des lacunes subsistent, au regard notamment du degré de détail, de la fréquence et de la ponctualité de la diffusion des données relatives au secteur extérieur. Les statisticiens chargés de l'établissement des données du secteur extérieur ont donc la possibilité de contribuer à la mise en œuvre des analyses de comptes de patrimoine (BSA), cet outil supplémentaire étant de plus en plus considéré comme une composante indispensable de la «boîte à outils» dont se sert le FMI dans ses activités de surveillance macroéconomique.

L'analyse des encours financiers complète l'analyse traditionnelle des flux macroéconomiques. Elle permet d'évaluer, à un moment donné, les principaux comptes de patrimoine d'un pays en mesurant les déséquilibres de monnaies, d'échéances et de structures de capital, ainsi que l'exposition du secteur aux risques de liquidité et de solvabilité et, plus généralement, la vulnérabilité des pays aux chocs dus aux variations de taux de change, de taux d'intérêt et de prix d'autres actifs financiers. Un grand nombre des crises survenues sur les marchés émergents depuis les années 1990 résultaient de déséquilibres de comptes de patrimoine sectoriels, qui avaient pour effet de saper la confiance des investisseurs étrangers, de déclencher des crises du compte de capital ou de se propager à d'autres secteurs pour, en fin de compte, provoquer des crises macroéconomiques de grande ampleur.

Le FMI utilise depuis un certain temps, dans le cadre de ses activités de surveillance, les analyses de comptes de patrimoine, mais leur application à l'ensemble des pays membres a été freinée par le manque de données. La situation est en train de changer, car des initiatives statistiques récentes commencent à porter leurs fruits. Dans un récent document de travail du FMI, Mathisen et Pellechio⁶ avancent quelques recommandations pratiques sur la façon d'opérationnaliser le cadre d'analyse des comptes de patrimoine proposé

en 2002 par Allen *et al.*⁷. En particulier, il est possible d'utiliser les données relatives aux comptes de patrimoine financiers sectoriels provenant des formulaires de déclaration normalisés (FDN) grâce auxquels les pays membres du FMI communiquent des statistiques monétaires et financières mensuelles au Département des statistiques du FMI pour qu'il les publie dans les Statistiques financières internationales (IFS) et le *Supplément SFI* trimestriel consacré aux statistiques monétaires et financières, créé en septembre 2006.

Les données relatives aux comptes de patrimoine sectoriels tirés des FDN sont particulièrement intéressantes du point de vue des BSA, d'une part en raison de la fréquence et de la ponctualité avec lesquelles elles sont publiées, d'autre part parce qu'elles puisent dans une source de données unique et cohérente. Les statistiques monétaires et financières de type FDN sont établies à partir d'une méthodologie statistique commune, à savoir le *Manuel de statistiques monétaires et financières* (MSMF) du FMI, lui-même lié aux *normes internationales d'information financière* (IFRS). D'après Mathisen et Pellechio, les FDN peuvent fournir environ les trois quarts des données nécessaires à la réalisation des BSA et permettent de suivre l'évolution des vulnérabilités du compte de patrimoine dans des délais satisfaisants (mensuellement, avec un délai d'un mois seulement). On trouvera à l'encadré 2 la liste des économies incluses dans l'édition de mars 2007 du *Supplément SFI* dont les données FDN peuvent être utilisées pour produire les statistiques nécessaires à la réalisation des BSA.

Une analyse exhaustive et très fréquente du compte de patrimoine exige, toutefois, des informations détaillées sur la taille, l'échéance et la composition en devises des avoirs et engagements de l'ensemble des comptes de patrimoine sectoriels, y compris des données sur la dette des résidents envers des non-résidents. Un grand nombre d'initiatives mises en œuvre pour améliorer la communication des données au FMI portent sur les données des comptes de patrimoine, notamment les éléments du «compte du reste du monde» figurant au graphique 1. Ces dernières années, les pays membres du FMI ont été encouragés à prendre les mesures suivantes :

- établir la position extérieure globale (PEG), conformément à la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5);

⁶Mathisen, Johan, and Anthony Pellechio, Using the Balance Sheet Approach in Surveillance: Framework, Data Sources, and Data Availability, IMF Working Paper 06/100 (Washington: International Monetary Fund).

⁷Allen, Mark, Christoph Rosenberg, Christian Keller, Brad Setser and Nouriel Roubini, 2002, "A Balance Sheet Approach to Financial Crisis," IMF Working Paper 02/210 (Washington: International Monetary Fund).



- participer à l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP);
- présenter les données relatives à la dette conformément au nouveau *Guide des statistiques de la dette extérieure (Guide de la dette)*;
- prendre des mesures pour préparer le compte de patrimoine des administrations publiques selon le nouveau *Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP 2001)*.

Ensemble, ces éléments permettraient de décrire les avoirs et engagements extérieurs des

pays selon les secteurs, les échéances et les instruments. Les statisticiens chargés de l'établissement des statistiques extérieures peuvent apporter une contribution précieuse dans ce domaine en fournissant les données mentionnées ci-dessus aussi fréquemment que possible et dans les meilleurs délais possibles. Lorsqu'elles seront effectivement disponibles, ces données amélioreront sensiblement la capacité du FMI à se servir de l'approche patrimoniale dans ses activités de surveillance.

John Cady a contribué à la rédaction de cet article.

Encadré 2 : Économies déclarant des statistiques monétaires et financières mensuelles au Département des statistiques du FMI par le biais des formulaires de déclaration normalisés — Supplément SFI, mars 2007

Afrique du Sud	Japon	Union monétaire des Caraïbes orientales
Albanie	Kazakhstan	Anguilla
Arménie	Lesotho	Antigua-et-Barbuda
Azerbaïdjan	Malaisie	Dominique
Bélarus	Maurice	Grenade
Belize	Mexique	Montserrat
Bhoutan	Moldova	Saint-Kitts-et-Nevis
Bolivie	Mozambique	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Botswana	Namibie	Sainte-Lucie
Brésil	Nicaragua	Zone euro
Bulgarie	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Allemagne
Cambodge	Paraguay	Autriche
Canada	République slovaque	Belgique
Chili	République tchèque	Espagne
Croatie	Roumanie	Finlande
Danemark	Serbie	France
Équateur	Seychelles	Grèce
Égypte	Suriname	Irlande
El Salvador	Swaziland	Italie
Érythrée	Thaïlande	Luxembourg
États-Unis	Turquie	Pays-Bas
Géorgie	Ukraine	Portugal
Guatemala	Zambie	
Guyana		
Indonésie		

Source : Département des statistiques du FMI.

**Graphique 1 : Encours de passifs et d'actifs intersectoriels
aux fins des BSA**

Émetteur du passif (débitéur)	Détenteur du passif (créancier)			
	Secteur public	Secteur privé financier	Secteur privé non financier	Reste du monde
Secteur public (banque centrale incluse)	■			
Monnaie centrale				
Total des autres passifs				
À court terme				
Monnaie nationale				
Devises				
Secteur privé financier		■		
Total des passifs				
À court terme				
Monnaie nationale				
Devises				
À moyen et à long terme				
Monnaie nationale				
Devises				
Titres de participation				
Secteur privé non financier			■	
Total des passifs				
À court terme				
Monnaie nationale				
Devises				
À moyen et à long terme				
Monnaie nationale				
Devises				
Titres de participation				
Reste du monde				■
Total des passifs				
Monnaie et court terme				
À moyen et à long terme				
Titres de participation				

Source : adapté de Rosenberg, Christoph, Ioannis Halikias, Brett House, Christian Keller, Jens Nystedt, Alexander Pitt et Brad Setser, 2005, *Debt-Related Vulnerabilities and Financial Crises: An Application of the Balance Sheet Approach to Emerging Market Countries*, Étude spéciale (de la série des *Occasional Papers*) n° 240 (Washington : Fonds monétaire international).

Projet de comparaison de la position extérieure globale et de la dette extérieure

Le Département des statistiques du FMI a élaboré une nouvelle initiative pour évaluer la cohérence des données sur la dette extérieure transmises par les pays contribuant à la base de données trimestrielles de la Banque mondiale sur la dette extérieure (QEDS), d'une part, et des séries statistiques correspondantes de la position extérieure globale (PEG) communiquées au FMI, d'autre part. Ce projet vise à améliorer les données de la dette extérieure et de la PEG des pays membres, afin qu'elles puissent être utilisées efficacement à des fins de surveillance économique. En 2006, des tableaux de comparaison ont été dressés pour les pays qui communiquent à la fois des statistiques sur la dette extérieure à la QEDS et des données sur la PEG au FMI. Les tableaux de comparaison contenant les données à fin 2004 ont été envoyés aux pays pour qu'ils se penchent sur les divergences qui existent notamment dans les classifications par secteurs, échéances et instruments. Les principales divergences ont

efficacement à des fins de surveillance économique. Le même type d'exercice se déroule au premier semestre 2007.

Généralités

Les missions d'assistance technique sur les statistiques de balance des paiements et de PEG effectuées par le Département des statistiques en 2005 ont recensé d'importants écarts entre les données de la PEG et de la dette extérieure diffusées par certains pays adhérant à la NSDD. Le Département des statistiques a donc cherché à savoir dans quelle mesure les autres adhérents à la norme se trouvaient dans une situation similaire.

À l'heure actuelle, tous les pays adhérant à la NSDD (sauf deux) communiquent des données sur la PEG au Département des statistiques pour qu'il les pu-

Tableau 2 : Les pays adhérant à la NSDD déclarant des données sur la PEG et la dette extérieure

Pays adhérant à la NSDD	Pays déclarant des données sur la PEG et la dette extérieure	Pays déclarant des données sur la dette extérieure à la QEDS
Déclaration annuelle	39	
Déclaration trimestrielle	23	58 ^{1/}
Non-déclaration	2	6
Total	64	64

^{1/}Un pays non adhérent a commencé de participer à la QEDS au milieu de 2006.

été examinées et, dans le cas de certains pays, des actions spécifiques visant à les éliminer ont été identifiées. Un exercice similaire est en cours pour les données de la fin 2005.

Objectif

En 2006, le Département des statistiques du FMI a mis en œuvre un nouveau projet pour évaluer la cohérence des données sur la dette extérieure transmises à la base de données trimestrielles de la Banque mondiale sur la dette extérieure (QEDS) par les adhérents à la norme spéciale de diffusion des données (NSDD), d'une part, et les séries statistiques correspondantes de la position extérieure globale (PEG) communiquées au FMI à des fins de publication, d'autre part. Ce projet a été lancé en vue d'améliorer les données de la dette extérieure et de la PEG des pays membres afin qu'elles puissent être utilisées

blie dans l'Annuaire de statistiques de balance des paiements (BOPSY) et les Statistiques financières internationales (IFS). En décembre 2006, 39 pays adhérant à la NSDD déclaraient des données annuelles et 23 adhérents communiquaient des données trimestrielles. Les données sur la PEG à fin 2005 ont été envoyées pour être publiées dans le BOPSY 2006 vers septembre 2006⁸.

En février 2007, 58 adhérents à la NSDD ont accepté d'apporter leur contribution à la base de don-

⁸La NSDD préconise la diffusion de données annuelles sur la PEG dans un délai maximum de neuf mois, sous réserve que des statistiques soient diffusées sur la dette extérieure dans un délai maximum d'un trimestre. Les initiatives du FMI en matière de diffusion de données sont décrites à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sta/dsbb/list.htm>.

nées QEDS⁹ et 57 d'entre eux ont communiqué des données sur l'encours de leur dette extérieure brute pour septembre 2006.

Cadre méthodologique

Les directives méthodologiques relatives à l'établissement des données sur la PEG et la dette extérieure sont décrites respectivement dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (MBP5)¹⁰ et les *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens*

⁹Base de données en ligne, créée conjointement par le FMI et la Banque mondiale en novembre 2004, dans laquelle sont recueillies des séries statistiques trimestrielles mises à jour dans un délai de trois à quatre mois. Elle se trouve à l'adresse suivante : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/EXTDECQEDS/menuPK:1805431~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:1805415,00.html>.

¹⁰Voir le chapitre XIV. On trouvera des directives supplémentaires dans le document intitulé *International Investment Position: A Guide to Data Sources*.

et les utilisateurs (*Guide de la dette*)¹¹. Les deux cadres sont conformes au *Système de comptabilité nationale de 1993*.

Position extérieure globale

La PEG est le bilan du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie donnée. La PEG nette augmentée de l'encours des avoirs non financiers correspond à la valeur nette de cette économie. Les éléments financiers qui constituent la position extérieure globale sont classés en avoirs et en engagements, eux-mêmes ventilés par fonctions¹². Les engagements sont ventilés en investissements directs, investissements de portefeuille, produits financiers dérivés et autres investissements. Les avoirs sont ventilés de la même ma-

¹¹Le document intitulé *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* (*Guide de la dette*) peut être consulté à <http://www.imf.org/external/pubs/ft/eds/Eng/Guide/index.htm>.

¹²Voir MBP5 (pages 108–111) et *Dérivés financiers : Supplément au MBP5* (pages 43–47).

Tableau 3 : Présentation résumée de la position extérieure globale

Avoirs	Engagements
1. Investissements directs	1. Investissements directs
1.1. Capital social et bénéfiques réinvestis	1.1. Capital social et bénéfiques réinvestis
1.1.1. Créances sur les entreprises apparentées	1.1.1. Créances sur les investisseurs directs
1.1.2. Engagements envers les entreprises apparentées	1.1.2. Engagements envers les investisseurs directs
1.2. Autres capitaux	1.2. Autres capitaux
1.2.1. Créances sur les entreprises apparentées	1.2.1. Créances sur les investisseurs directs
1.2.2. Engagements envers les entreprises apparentées (*)	1.2.2. Engagements envers les investisseurs directs (*)
2. Investissements de portefeuille ^{a/}	2. Investissements de portefeuille ^{a/}
2.1. Titres de participation	2.1. Titres de participation
2.2. Titres de créance	2.2. Titres d'engagement (*)
3. Produits financiers dérivés ^{a/}	3. Produits financiers dérivés ^{a/}
4. Autres investissements ^{a/}	4. Autres investissements ^{a/} (*)
4.1. Crédits commerciaux	4.1. Crédits commerciaux (*)
4.2. Prêts	4.2. Prêts (*)
4.3. Monnaie fiduciaire et dépôts	4.3. Monnaie fiduciaire et dépôts (*)
4.4. Autres avoirs	4.4. Autres engagements (*)
5. Avoirs de réserve	

^{a/}Les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés et les autres investissements sont classés par secteurs institutionnels (autorités monétaires, administrations publiques, banques et autre secteurs). Les titres de créance et autres investissements sont aussi ventilés par échéances (court terme et long terme sur la base de l'échéance initiale).

nière, mais comprennent un élément supplémentaire (les avoirs de réserve).

Les catégories fonctionnelles de la PEG sont ventilées par instruments : capital social et bénéfices réinvestis, autres capitaux, titres de participation, titres de créance (obligations et autres titres d'emprunt, instruments du marché monétaire), produits financiers dérivés et autres investissements (crédits commerciaux, prêts, monnaie fiduciaire et dépôts, et autres avoirs/engagements). On trouvera au tableau 3 un état résumé de la PEG présentant les avoirs et les engagements ventilés par catégories fonctionnelles et par instruments.

Encours de la dette extérieure brute

L'encours de la dette extérieure brute est égal au montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements pour rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non-résidents par les résidents d'une économie donnée¹³.

Les instruments de la PEG qui apparaissent en *italique* (*) au tableau 3 sont des engagements à inclure dans la dette extérieure. L'encours de la dette extérieure brute devrait donc être en harmonie avec les éléments correspondants des données de la PEG communiquées au FMI. Au tableau 1 de la base de données QEDS figurent les données de la dette extérieure trimestrielle ventilées par secteurs institutionnels et classées de surcroît par échéances et instruments. La présentation de

¹³Guide de la dette, paragraphe 2.3.

ce tableau est conforme à la présentation des données de la dette extérieure par secteurs recommandée par le Guide de la dette¹⁴, mais s'écarte de la présentation du MBP5 ci-dessus.

Principaux résultats

Des tableaux de comparaison ont été dressés pour l'ensemble des pays adhérant à la NSDD qui ont communiqué des données de type QEDS à la Banque mondiale et des statistiques de PEG au FMI pour le BOPSY (47 pays en ce qui concerne les données de la fin 2004 et 48 pays pour les données de la fin 2005)¹⁵. Dans le cas de certains pays, il a fallu procéder à des ajustements mineurs, basés sur les données inscrites dans la base de données QEDS, faute de désagrégation des données disponibles sur la PEG. Ces ajustements ont nécessité une estimation de : a) la répartition entre le court terme et le long terme de certains instruments de dette; et b) la répartition titres de participation/dette dans les autres engagements en capital de la catégorie «investissements directs».

Le cas échéant, les tableaux de comparaison ont été communiqués aux autorités nationales chargées

¹⁴Guide de la dette, tableau 4.1, pages 34–35. Le tableau 4.1, en outre, subdivise les «autres secteurs» en trois sous-secteurs (sociétés financières non bancaires, sociétés non financières, et ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages) et identifie les arriérés dans les «autres instruments de la dette en engagement» à court terme et les «investissements directs : prêts interentreprises».

¹⁵Comme indiqué, six pays adhérant à la NSDD ne communiquent pas encore de données sur leur dette extérieure à la QEDS et 11 pays n'ont pas communiqué de données sur leur PEG dans les délais requis pour qu'elles soient publiées dans le BOPSY 2006.

Tableau 4 : Pays adhérant à la NSDD déclarant des données sur la PEG et la dette extérieure pour la fin 2004

Divergences entre le total de la dette extérieure communiqué à la QEDS et le total de la dette extérieure calculé à partir des données de la PEG

Divergence entre les totaux	Pays	En pourcentage
Aucune	2	4 %
Faible (>0 et <= 1%)	19	41 %
Modérée (>1 et <= 5%)	16	34 %
Élevée (>5 et <=10%)	6	13 %
Très élevée (>10%)	4	8 %
Total	47	100 %

de l'établissement des données de la PEG et de la dette extérieure, afin qu'elles puissent examiner les principales divergences et faire part de leurs observations. En général, les données de la dette extérieure communiquées à la QEDS par les pays adhérant à la NSDD correspondaient globalement aux statistiques de la PEG transmises au FMI à des fins de publication (tableau 4).

Des divergences mineures ont été décelées dans le total de la dette extérieure de 21 pays à la fin 2004, tandis que le total et les composantes de la dette de deux pays ne présentaient aucune différence.

En revanche, le total et/ou les composantes de l'encours de la dette de dix pays présentaient d'importantes divergences, qui trouvaient leur source dans les domaines suivants :

- Le champ d'application. Dans la PEG ou la dette extérieure : couverture insuffisante de la dette du secteur privé et/ou à court terme, inclusion des titres de créance émis à l'étranger et détenus par des résidents, exclusion de titres émis dans le pays et détenus par des non-résidents, inclusion des produits financiers dérivés, etc.
- La base d'enregistrement : utilisation de la valeur de marché dans les données de la PEG et de la valeur nominale dans celle de la QEDS, exclusion dans les données de la PEG ou de la dette extérieure des intérêts courus mais non encore exigibles, etc.

- La classification. Dans la PEG ou la dette extérieure : ventilation sectorielle incorrecte des engagements envers le FMI, subdivision différente des engagements en «prêts» et «monnaie fiduciaire et dépôts», différence dans la ventilation par échéance des crédits commerciaux et des autres types d'engagements, ventilation sectorielle différente des «investissements directs : prêts interentreprises», etc.
- La diffusion : la révision des données, par exemple. Certains pays ignoraient que la base de données QEDS acceptait la révision de données historiques.

Perspectives

Les résultats préliminaires de l'exercice en cours pour les données de la fin 2005 indiquent que les divergences entre les deux types de données ont été sensiblement réduites. Plusieurs pays ont déjà éliminé les différences de traitement des titres de la dette dans les deux ensembles de statistiques. D'autres pays ont fait savoir qu'ils supprimeraient les écarts statistiques dans leur prochaine communication de données à la QEDS et au FMI, tandis que d'autres pays ont défini les mesures qu'ils prendraient pour combler les écarts statistiques. Le Département des statistiques fera le bilan de cet exercice lorsque les données de la fin 2005 auront été analysées et a l'intention de poursuivre ses exercices de recoupement dans le cadre de son programme de suivi de la qualité des statistiques de la dette extérieure.

Eduardo Valdivia-Velarde a contribué à la rédaction de cet article.



Formation

Formation sur les statistiques de la dette extérieure dispensée par les institutions membres de l'ESSF :

Mai 2002–mars 2007

Durant les cinq dernières années, les organismes qui font partie de l'Équipe spéciale interinstitutions des statistiques des finances (ESSF)¹⁶ ont contribué de façon importante à la diffusion des pratiques optimales internationales dans le domaine de l'établissement des statistiques de la dette extérieure en prenant part à des activités de formation conjointes visant à renforcer les capacités. Pour ces activités, il est fait usage du manuel intitulé *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* publié par l'ESSF

¹⁶L'équipe spéciale interinstitutions des statistiques des finances (ESSF) a été créée en 1992 sous les auspices de la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies. En font actuellement partie la Banque des règlements internationaux, le Secrétariat des pays du Commonwealth, la Banque centrale européenne, Eurostat, le FMI, le Secrétariat du Club de Paris, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Banque mondiale.

en 2003 (disponible à <http://www.imf.org/external/pubs/ft/eds/Eng/Guide/index.htm>).

En mai 2002, le FMI a lancé une nouvelle série de cours de formation sur la dette extérieure destinés aux statisticiens de niveau intermédiaire en collaboration avec des représentants d'autres institutions membres de l'ESSF. Depuis le milieu de 2005, les activités de formation sur la dette extérieure incluent l'utilisation du Cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD) pour les statistiques de la dette extérieure, créé par le FMI en consultation avec l'ESSF (disponible à <http://dsbb.imf.org/Applications/web/dqrs/dqrsdqaff/>). Le Secrétariat des pays du Commonwealth (COMSEC) et la CNUCED ont aussi organisé des séminaires ou ateliers de formation régionaux en collaboration avec les organismes participant à l'ESSF et des institutions de formation régionales (MEFMI et WAIFEM).

Au total, durant la période mai 2002–mars 2007, vingt cours ou séminaires de formation ont été offerts à plus de 600 statisticiens de niveau intermédiaire originaires de 147 pays (voir tableau 5).

Eduardo Valdivia-Velarde a contribué à la rédaction de cet article.



AFRITAC-Est — Séminaire régional sur les statistiques de la dette extérieure
à la Kenya School of Monetary Studies de Nairobi, 19 février–2 mars 2007

Tableau 5 : Formation sur les statistiques de la dette extérieure dispensée par les institutions membres de l'ESSF : mai 2002–mars 2007

	Séminaires et lieu du séminaire	Chef de file	Institutions participantes	Pays	Nombre de stagiaires
1.	Institut multilatéral de Vienne (Vienne), 6–17 mai 2002	FMI	BRI, BCE, Secrétariat du Club de Paris et CNUCED	21	30
2.	Atelier régional de l'ECCB sur la dette (Basse-Terre), juillet 2002	COMSEC	FMI, Banque mondiale	15	47
3.	Atelier interrégional sur la dette (Londres), mars 2003	COMSEC	FMI, Banque mondiale	14	23
4.	Centre régional multilatéral pour l'Amérique latine au Brésil (Brasilia), 12–23 mai 2003	FMI	BRI, Secrétariat du Club de Paris et CNUCED	16	34
5.	Centre de formation de Singapour (Singapour), 22 septembre–3 octobre 2003	FMI	BRI et COMSEC	16	29
6.	Institut multilatéral d'Afrique (Yaoundé), 17–28 novembre 2003	FMI	BRI et Secrétariat du Club de Paris	17	28
7.	Institut multilatéral de Vienne (Vienne), 12–23 juillet 2004	FMI	BRI, BCE, Secrétariat du Club de Paris et CNUCED	21	29
8.	Siège du FMI (Washington DC), 11–29 juillet 2005	FMI	Banque mondiale, CNUCED, et Secrétariat du Club de Paris	39	39
9.	Centre de formation en Chine (Dalian), 8–19 août 2005	FMI	BRI	1	55
10.	Institut multilatéral de Vienne (Vienne), 5–16 septembre 2005	FMI	BRI, BCE, COMSEC et CNUCED	28	30
11.	Institut multilatéral d'Afrique (Tunis), 7–18 novembre 2005	FMI	BRI, COMSEC, Secrétariat du Club de Paris et CNUCED	17	26
12.	Afrique orientale et australe (Kampala), 21–25 novembre 2005	COMSEC MEFMI	FMI et CNUCED	11	29
13.	Fonds monétaire arabe (Abu Dhabi), 15–26 janvier 2006	FMI	BRI et CNUCED	16	34
14.	Centre régional multilatéral pour l'Amérique latine au Brésil (Brasilia), 20–31 mars 2006	FMI	BRI, Secrétariat du Club de Paris et CNUCED	18	31
15.	Atelier régional en Argentine (Buenos Aires), 27–28 avril 2006	CNUCED	FMI	6	22
16.	Afrique orientale et australe (Kampala), 10–11 juillet 2006	CNUCED MEFMI	FMI	3	19
17.	Cours régional en Afrique occidentale (Freetown), 8–10 août 2006	COMSEC WAIFEM	FMI	5	32
18.	Cours CARTAC (Barbade) 18–29 septembre 2006	FMI	COMSEC	17	26
19.	AFRITAC-Ouest (Dakar) 5–8 février 2007	FMI	AFRITAC-Ouest, UEMOA et BCEAO	10	31
20.	Cours AFRITAC-Est (Nairobi) 19 février–2 mars 2007	FMI	AFRITAC-Est	7	22
	TOTAL (*)				616

(*) 616 statisticiens de la dette extérieure originaires de 147 pays ont bénéficié d'une formation sur les statistiques de la dette extérieure pilotée par les institutions membres de la TFFS de mai 2002 à mars 2007.

Nouveau site Internet pour les statistiques conjointes BRI–FMI–OCDE–BM sur la dette extérieure

Il existe aujourd'hui une source de statistiques complètes de la dette extérieure sur l'Internet, fruit des efforts communs du FMI, de la Banque des règlements internationaux (BRI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale. Rob Edwards, Directeur du Département des statistiques du FMI, a qualifié la création du site conjoint sur la dette extérieure (JEDH — www.jedh.org) d'importante étape sur la voie de l'«utilisation de l'innovation technologique pour fournir en temps opportun des statistiques de qualité sur la dette extérieure aux utilisateurs du monde entier».

Le nouveau site — qui remplace les statistiques conjointes BRI–FMI–OCDE–Banque mondiale sur la dette extérieure (JDS), affichées pour la première fois sur le site de l'OCDE en 1999 — permet d'avoir accès en temps opportun aux statistiques trimestrielles de la dette extérieure. Les informations devraient être particulièrement utiles pour les analyses macroéconomiques et les comparaisons entre pays et sources de données.



Shaida Badiee (Banque mondiale) et Rob Edwards (FMI) signent l'accord sur le niveau de service définissant les responsabilités des quatre institutions participant au JEDH.

Sur le site

La nouvelle plate-forme inclut des données nationales complètes sur la dette extérieure de plus de 58 adhérents à la norme spéciale de diffusion des données (NSDD) du FMI; des données des créanciers et du marché sur la dette extérieure et certains actifs extérieurs de plus de 200 pays ou territoires; et une description des données fournies (métadonnées). Grâce aux séries de données qui lui viennent des pays, des créanciers et du marché, le nouveau site permet, en outre, aux utilisateurs

de comparer les statistiques nationales dans trois grandes catégories : prêts et dépôts, titres de créance et crédits commerciaux. Les données du site proviennent de deux sources. Les statistiques nationales sont tirées des rapports NSDD et rediffusées par le biais de la base de données trimestrielles de la Banque mondiale sur la dette extérieure (QEDS). Les données des créanciers et du marché sont communiquées par la BRI, le FMI, l'OCDE et la Banque mondiale : il s'agit notamment de données sur les prêts et autres crédits, les titres de créance, les réserves internationales, les dépôts auprès de banques étrangères et les avoirs d'investissement de portefeuille (tirés de l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille du FMI). S'il est vrai que la couverture des données sur la dette extérieure provenant des créanciers et du marché est incomplète, celles-ci portent sur un plus grand nombre de pays que les statistiques nationales.

Poursuivre l'amélioration des données

Le site conjoint sur la dette extérieure s'inspire de plusieurs initiatives prises par l'équipe spéciale inter-institutions des statistiques des finances pour faciliter l'accès à des statistiques complètes et cohérentes sur la dette extérieure. Outre la création du site Internet JDS en 1999, les travaux de l'équipe ont donné lieu à la publication, en 2003, de l'ouvrage intitulé *Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs*; la diffusion, à partir de septembre 2003, de données trimestrielles sur l'encours de la dette extérieure nationale (avec un délai d'un trimestre) par les adhérents à la NSDD; le lancement du site QEDS en 2004; et la création récente par le FMI d'un cadre d'évaluation de la qualité des statistiques de la dette extérieure.

Le nouveau site témoigne par ailleurs de la volonté d'exploiter l'innovation technologique à des fins d'efficacité — en l'occurrence en faisant converger les flux statistiques dans un cadre commun. La plate-forme est un projet pilote du Système d'échange de données et de métadonnées statistiques, qui, sous l'égide de la BRI, de la Banque centrale européenne, d'Eurostat, du FMI, de l'OCDE, des Nations Unies et de la Banque mondiale, s'efforce de promouvoir des normes d'échange d'informations statistiques. Les organismes participants voient dans le nouveau site un moyen d'accroître la transparence et les délais de diffusion des statistiques de la dette extérieure et de les rendre plus accessibles aux utilisateurs du monde entier.

Paul Austin et Jean Galand ont contribué à la rédaction de cet article.

Interview de Neil Patterson, ancien Sous-Directeur au Département des statistiques, statistiques de la balance des paiements et de la dette extérieure

Neil Patterson a quitté ses fonctions de Sous-Directeur à la fin août 2006. Il avait longtemps travaillé sur les statistiques de balance des paiements et jouissait d'une grande notoriété dans la communauté statistique internationale. Ces dernières années, il avait supervisé l'élaboration et la mise en œuvre de nombreuses initiatives dans le domaine des statistiques extérieures. Jean Galand, responsable de la publication du Bulletin, s'est entretenu avec lui juste avant son départ à la retraite.

Neil, vous vous apprêtez à partir à la retraite. Je vous remercie d'avoir pris le temps de répondre à nos questions en dépit de votre emploi du temps chargé. Quels sont les faits marquants des années que vous avez consacrées, au sein du FMI, aux questions de statistiques extérieures?

J'en vois plusieurs. Le premier a été ma participation aux travaux du Groupe de travail du FMI sur l'évaluation des flux de capitaux internationaux et ma contribution à son rapport (le «rapport Godeaux»), qui, avec le «rapport Esteva» sur l'écart statistique dans les comptes des transactions courantes de la balance mondiale des paiements, a défini une grande partie du programme d'amélioration des statistiques du secteur extérieur durant la décennie suivante. Je suis entré au FMI en 1990 pour travailler à ce projet. Le rapport Godeaux, publié en 1992, soulignait l'importance — dans une économie de plus en plus déréglementée et mondialisée, où les évaluations statistiques deviennent de plus en plus complexes — d'adopter une série de directives statistiques internationales, d'améliorer les méthodes d'établissement des données et de favoriser l'échange de statistiques et de savoir-faire entre les pays. Il était crucial de promouvoir la coopération internationale. Le groupe de travail a recommandé la création d'un comité d'experts internationaux de haut rang chargé de formuler des avis sur la mise en œuvre des recommandations de son rapport. Ce comité a reçu le nom de Comité des statistiques de balance des paiements du FMI (le Comité).

Après avoir travaillé pendant plusieurs années dans le domaine des statistiques de finances publiques, je suis revenu aux statistiques du secteur extérieur en 1997 comme Chef de la Division de la balance des paiements et de la dette extérieure I. Parmi les autres faits marquants de mon expérience, je citerai les travaux que j'ai menés en collaboration avec la communauté internationale des statisticiens du

secteur extérieur en vue d'assurer le suivi des recommandations des rapports Godeaux et Esteva et mettre en pratique la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (1993). Ces travaux ont eu un résultat positif notable : la plupart des autorités nationales communiquent des statistiques de balance des paiements au FMI, afin qu'il les publie dans l'Annuaire de statistiques de balance des paie-



Neil Patterson

ments et les Statistiques financières internationales mensuelles selon le format MBP5, et utilisent ces données à des fins de publication dans leur propre pays. Je citerai d'autres exemples de réussites : le lancement de l'enquête sur les investissements de portefeuille coordonnée au plan international et de l'enquête sur l'application des normes méthodologiques concernant l'investissement direct; l'élaboration de nouvelles directives statistiques sur l'évaluation des produits financiers dérivés; les recherches qui ont permis de mieux comprendre d'autres instruments financiers complexes; la collaboration avec d'autres institutions au sujet de l'élaboration de directives internationales sur l'évaluation du commerce international des services et les efforts que nous avons déployés de concert avec ces organismes pour faire appliquer ces directives.

Les crises financières internationales de 1997 et 1998 ont montré combien il était important de disposer de données économiques fiables et mis en évidence les domaines dans lesquels il convenait d'améliorer la couverture et l'exactitude des statistiques du secteur extérieur. Il est apparu nécessaire de perfectionner les données sur les réserves, la liquidité en devises, la dette



extérieure et la position extérieure globale. Plusieurs initiatives marquantes ont résulté de ces constatations au terme de consultations et délibérations internationales de grande ampleur : la décision du Conseil d'administration du FMI de renforcer la norme spéciale de diffusion des données, afin de mieux couvrir les données mentionnées ci-dessus; des travaux intensifs — menés en collaboration avec d'autres institutions concernées et les autorités nationales — visant à élaborer de nouvelles directives statistiques renforcées sur les réserves internationales, la liquidité en devises et la dette extérieure, et, plus généralement, pour améliorer les déclarations de données sur la position extérieure. Ces initiatives ont donné naissance à de nouvelles bases de données internationales sur les réserves et la dette extérieure et contribué à accroître fortement la communication de données sur la position extérieure globale au FMI. Ces efforts ont été encouragés et soutenus par un vaste programme d'assistance technique et de formation extérieure sur la balance des paiements, la position extérieure globale, le commerce des services, l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille, l'investissement direct, les réserves, la liquidité en devises et la dette extérieure.

Il y a quelques années, il est devenu de plus en plus évident — à la lumière des initiatives statistiques et au regard de l'importance accrue accordée aux données d'encours et à la mondialisation économique — qu'il était nécessaire de mettre à jour le manuel de la balance des paiements. Parmi les autres faits marquants, j'ajouterai les discussions et consultations menées au niveau mondial, qui ont engendré plusieurs accords internationaux (examinés et entérinés par le Comité) sur les modifications méthodologiques et l'élaboration de la première version de la mise à jour du Manuel, qui sera prochainement affichée sur le site Internet du FMI.

Nous savons tous que vous avez été un élément moteur du Comité. À votre avis, quels sont les principaux changements introduits par celui-ci?

Le Comité a joué un rôle fondamental dans quasiment toutes les initiatives mentionnées ci-dessus. Parmi ses principales réalisations figurent l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille, les progrès accomplis dans la mise en œuvre et l'actualisation des directives statistiques de la balance des paiements, et des contributions à des études — ainsi que leur examen — touchant à de nouvelles questions de méthodologie et d'établissement des données. Ces travaux ont été décrits dans le rapport annuel du Comité, ainsi que dans nombre d'études publiées sur son site Internet.

Neil, à votre avis, quels défis restent à relever dans le domaine des statistiques extérieures? Et quelles questions d'ordre statistique la mondialisation engendre-t-elle?

Il y aura toujours des défis à relever dans ce secteur. Ce sera toujours un exercice exigeant que de suivre l'évolution de l'économie internationale et les besoins des utilisateurs tout en cherchant à préserver la cohérence tant au sein des systèmes qu'entre eux. Certains défis majeurs sont traités dans le cadre des initiatives en cours. Les questions soulevées par la mondialisation économique — notamment les activités des multinationales et les migrations internationales — seront prédominantes. Certaines d'entre elles sont traitées à la faveur de la révision du manuel de la balance des paiements. Par ailleurs, en consultation avec les autorités nationales et d'autres institutions internationales, nous avons achevé une étude sur la faisabilité d'une enquête coordonnée internationale sur les positions d'investissement direct; il est probable que cette enquête sera réalisée. Enfin, nous avons joué un rôle de premier plan, en collaboration avec d'autres institutions et des experts nationaux, pour recenser les pratiques internationales optimales dans le domaine des «envois de fonds personnels» qui sont généralement associés au déplacement de personnes entre les pays.

Plus généralement, quelles sont, à votre avis, les principales questions auxquelles vont être confrontées les personnes chargées d'établir les statistiques macroéconomiques?

En ce qui concerne les statistiques extérieures, ces questions sont nombreuses. Il est important, par exemple, d'harmoniser les divers systèmes de statistiques macroéconomiques qui font actuellement l'objet d'un examen dans le cadre de la révision du manuel de la balance des paiements. Ces systèmes incluent le *Système de comptabilité nationale*, les directives du FMI et de l'OCDE sur les investissements directs étrangers et les directives inter-institutions sur les statistiques du commerce international des services. L'ensemble des institutions concernées sont conscientes que l'harmonisation des systèmes est essentielle à la promotion d'une analyse inter-systèmes et à l'élimination des redondances dans les activités de collecte des données.

Les progrès accomplis dans les statistiques sur la position du secteur extérieur ont permis d'accorder une importance accrue aux comptes de patrimoine dans l'analyse de la stabilité de l'économie mondiale. Il est important de développer ces travaux dans le secteur extérieur, mais aussi au-delà — pour les étendre, par exemple, aux sociétés financières et au secteur public (des efforts sont déjà déployés en ce sens). Pour analyser la mondialisation, il est très important de disposer de données sur les investissements directs dans le cadre de la balance des paiements, de statistiques sur le commerce des biens et des services, et d'informations sur les envois de fonds. Les utilisateurs, toutefois, accordent aussi

beaucoup d'importance aux statistiques relatives à l'incidence des sociétés affiliées à des compagnies étrangères sur les économies nationales — question précédemment mentionnée dans le manuel des statistiques du commerce international des services et décrite dans le manuel de l'OCDE sur les indicateurs de la mondialisation. L'analyse des opérations de délocalisation et d'externalisation nécessite des statistiques incluant des informations sur le secteur extérieur, mais il faut aussi que les données

réinstaller en Australie, une perspective qui, au demeurant, me réjouit.

Lorsque vous serez de retour en Australie, que regretterez-vous le plus de votre vie washingtonienne?

La collégialité, le professionnalisme et le sérieux de mes collègues des deux divisions de la balance des paiements du FMI, qui ont entrepris, avec succès, un si grand nombre de projets difficiles. Mes autres collègues du Département des statistiques et d'autres services du



Perth, la ville natale de Neil Patterson.

dépassent le cadre de ce secteur. Ces statistiques supplémentaires ne s'inscrivent pas nécessairement dans le mandat du FMI, mais nous devons nous impliquer dans ce processus pour assurer l'harmonie et la cohérence de nos systèmes et étayer les travaux d'analyse du FMI. Un autre défi consistera à dégager les capacités nécessaires pour suivre ces développements en dépit des contraintes budgétaires du FMI.

Neil, pourriez-vous nous faire part de vos projets?

Il est possible que j'accepte occasionnellement des missions de courte durée de conseil en statistiques, mais, d'une manière générale, je chercherai plutôt des opportunités en dehors du monde des statistiques. Je ne peux certes imaginer d'activités plus enrichissantes que celles que j'ai exercées jusqu'à maintenant dans la statistique en Australie, aux Nations Unies et au FMI, mais je pars en retraite anticipée afin d'avoir le temps d'explorer de nouveaux domaines. Tout d'abord, je devrai me

FMI, dont j'ai pu apprécier la détermination à promouvoir la mission de l'organisation, me manqueront aussi. Je regretterai aussi mes contacts avec les membres du Comité, ainsi qu'avec les statisticiens de nombreux pays et institutions internationales. Mes homologues des pays membres, avec lesquels j'ai collaboré lors de nombreuses missions de RONC, d'assistance technique et de formation, ainsi qu'au sein de divers groupes d'experts techniques au fil des années, me manqueront également. Je ne regretterai pas les longues journées de travail, ni les tâches administratives, mais je regretterai la vie à Washington — hormis les hivers.

Neil, merci d'avoir répondu à nos questions et d'avoir analysé pour nous l'évolution passée et future des statistiques extérieures. Au nom de mes collègues des deux divisions, je vous souhaite la plus grande réussite dans votre retour au pays?

Neil Patterson et Jean Galand ont contribué à la rédaction de cette interview.

Questions régionales

Le projet ANDESTAD

Le projet ANDESTAD de la Communauté andine (pays membres : Bolivie, Équateur, Colombie et Pérou), lancé en juin 2005, a concrétisé une convention de coopération technique entre la Communauté andine et l'Union européenne.

Le projet visait principalement à harmoniser les concepts et procédures statistiques selon les directives statistiques internationales et à renforcer les capacités des institutions chargées de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques officielles.

nie au titre de la coopération technique européenne, ainsi que de la participation active d'organismes internationaux, tels que le Département des statistiques du FMI. Études et recherches, assistance technique directe et formation constituent les autres activités du projet.

Ce sont les instruments juridiques facilitant l'harmonisation des concepts et procédures statistiques qui rendent le projet différent des autres projets de coopération technique sur l'amélioration des statistiques. Dans le cadre du projet, les groupes de travail et le Secrétariat de la Communauté andine prennent des décisions et élaborent des réso-



Première réunion du groupe de travail du projet sur les statistiques de balance des paiements à Caracas (Venezuela).

Les bénéficiaires du projet comprenaient l'ensemble des institutions composant les systèmes statistiques nationaux (notamment les offices nationaux de statistiques, les banques centrales, les ministères et les surintendances) et le Secrétariat de la Communauté andine.

Le projet supervise les activités de 20 groupes de travail couvrant un large éventail de statistiques : comptabilité nationale, balance des paiements, investissements directs étrangers, finances publiques, statistiques monétaires et financières. Les groupes de travail, composés de statisticiens de chaque État membre, bénéficient de l'assistance technique four-

lutions, qui, une fois approuvées respectivement par la Commission de la Communauté andine et le Secrétaire général du Secrétariat, ont force de loi dans chaque État membre.

Le projet, doté d'un budget de huit millions d'euros, doit durer quatre ans. Il est basé à Lima (Pérou), où se trouve le Secrétariat de la Communauté andine. Pour tout complément d'informations, veuillez consulter le site du projet : <http://secgen.comunidadandina.org/andestad>.

Jesper Venema (Communauté andine, Lima) a contribué à la rédaction de cet article.

Le FMI a l'intention de lancer une enquête coordonnée sur les investissements directs

Le FMI projette de réaliser une enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID) pour l'année de référence 2009. Le présent article décrit le contexte et les modalités du projet d'enquête.

Le document de synthèse rédigé pour le séminaire informel du Conseil d'administration du FMI sur les statistiques d'investissements directs étrangers (IDE) organisé en novembre 2003 a mis en évidence des lacunes dans les statistiques disponibles sur les capitaux d'IDE. Parmi ces lacunes figuraient des discordances dans les statistiques globales de balance des paiements relatives aux IDE, des asymétries dans les données sur l'encours des IDE bilatéraux et, en dépit de récentes améliorations, une application inégale des directives internationales sur l'enregistrement des statistiques d'IDE publiées par le FMI et l'OCDE. Le document de synthèse proposait une étude sur la faisabilité d'une ECID. Une telle enquête pourrait aider à répondre au besoin croissant de données plus complètes et comparables sur les investissements directs. Elle pourrait être calquée sur l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP) maintenant réalisée annuellement sous les auspices du FMI (voir l'article en page 7 du *Bulletin*). Le Conseil d'administration a reconnu qu'il convenait d'améliorer les statistiques d'IDE et a entériné la proposition consistant à confier au Département des statistiques la réalisation d'une étude de faisabilité.

L'étude de faisabilité a été entreprise en collaboration avec plusieurs partenaires interinstitutions du Département des statistiques¹⁷. Les pays membres du FMI ont eux aussi été consultés. Les auteurs de l'étude ont conclu qu'une ECID portant sur les investissements directs «entrants» et «sortants», pour l'année de référence 2009, serait à la fois réalisable et dans l'intérêt des statisticiens nationaux et des utilisateurs de statistiques d'IDE¹⁸. L'étude note, en outre, que cette initiative bénéficie d'un solide soutien parmi les pays membres du FMI. Le Comité des statistiques de balance des paiements du FMI a avalisé les conclusions de l'étude l'an dernier lors de sa réunion annuelle.

¹⁷L'équipe spéciale interinstitutions qui a réalisé cette étude se composait de représentants de la BCE, d'Eurostat, de l'OCDE, de la CNUCED et de la Banque mondiale.

¹⁸Cette date de référence coïncide avec l'enquête de référence sur les investissements directs américains à l'étranger que doit réaliser le *Bureau of Economic Analysis* du Ministère américain du commerce.

Principales caractéristiques

Il est prévu que l'enquête présentera les caractéristiques suivantes :

- Des données seront collectées sur les encours des participations et des titres de créance par pays de contrepartie immédiate.
- Les participations seront évaluées selon la formule des «fonds propres à la valeur comptable»; pour les investissements cotés en bourse, l'utilisation de la valeur de marché sera encouragée.
- Un groupe de travail international sera créé pour rédiger un guide d'établissement des données.

Comme pour l'ECIP, les données multilatérales demandées fourniront des «informations miroirs» sur les investissements directs dans l'ensemble des économies, c'est-à-dire aussi bien dans celles qui ne participent pas à l'enquête que dans celles qui y sont associées.

Par ailleurs, une ECID devrait améliorer les données sur la position extérieure globale (PEG), ainsi que la disponibilité des données. En plus de permettre le suivi d'un aspect important de la mondialisation, les statistiques de PEG aident à comprendre l'incidence des flux de capitaux internationaux et des déséquilibres du secteur extérieur au plan mondial. Le FMI, en outre, a un besoin croissant de données de ce type pour ses activités de surveillance. Une base de données mondiale sur la répartition géographique de l'encours de capitaux d'IDE permettra de compléter les données bilatérales provenant de l'ECIP et d'autres types de données sur le site conjoint sur la dette extérieure — ce qui permettra d'enrichir la base de données à des fins de surveillance régionale et multilatérale.

Aperçu des modalités

Voici les principaux éléments du programme de travail relatif à la réalisation d'une ECID pour l'année de référence 2009 :

Phase de développement : avec la participation des partenaires interinstitutions du Département des statistiques, une équipe de statisticiens nationaux sera chargée de rédiger un guide pour l'enquête visant à aider les statisticiens à participer à l'ECID.

Phase d'application : organiser des séminaires régionaux pour les statisticiens nationaux, afin d'examiner l'état de préparation de la participation à



Bulletin d'information
— **Statistiques**
de la balance
des paiements du FMI
Volume XIII, Numéro 1
Mai 2007

(<http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/news/index.htm>)

Le *Bulletin d'information de Statistiques de balance des paiements du FMI* est une publication que le Département des statistiques du Fonds monétaire international fait paraître, afin d'informer les responsables de l'établissement des statistiques de balance des paiements, ainsi que leurs utilisateurs, des faits intervenus sur le plan national et international dans le domaine de la collecte de ces données. Il paraît en plusieurs langues : anglais, chinois, espagnol, français et russe. Les opinions qui y sont exprimées et les données qu'il contient ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel du FMI. Toute correspondance avec la rédaction doit être adressée à Jean Galand, Editor, IMF Balance of Payments Statistics Newsletter, Balance of Payments and External Debt Division II, Statistics Department, HQ2-10B259, International Monetary Fund, Washington, D.C. 20431 (U.S.A.).
Téléphone : (202) 623-7363
Télécopie : (202) 623-8017
La version française de ce bulletin est préparée par la division française des services linguistiques du FMI.

Mai 2007

24

l'ECID et de fournir une assistance technique et autre pour étayer cette participation.

Phase de collecte des données : le Département des statistiques et ses partenaires interinstitutions collecteront les données établies à partir des enquêtes nationales sur les IDE et les métadonnées connexes.

Phase de diffusion : développer un système pour traiter les résultats des enquêtes nationales et les métadonnées connexes. Un rapport sur les résultats de l'ECID sera rédigé à l'intention du Comité en vue d'afficher les données établies sur le site Internet du FMI.

Publications récentes

Annuaire de statistiques de balance des paiements de 2006

Le FMI a publié le volume 57 de l'Annuaire de statistiques de balance des paiements (BOPSY). Composée de trois parties, cette publication annuelle contient des données sur la balance des paiements et la position extérieure globale. La première partie du BOPSY 2006 contient des tableaux détaillés sur les statistiques de balance des paiements d'environ 175 pays et sur la position extérieure globale de 105 pays. Dans la deuxième partie se trouvent des tableaux sur les totaux régionaux et mondiaux des principales composantes de la balance des paiements. La troisième partie, enfin, décrit les méthodologies, les pratiques d'établissement des données et les sources de données utilisées par les pays déclarants.

Les statistiques publiées dans la première et la deuxième partie de l'Annuaire sont également disponibles sur CD-ROM. Ce CD-ROM mensuel actualise et révisé les données de la première partie à mesure qu'elles deviennent disponibles.

Toute demande concernant ces publications
doit être adressée à :

Publication Services, International Monetary Fund Washington, D.C. 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-7430

Télécopie : (202) 623-7201

Courriel : Publications@imf.org

Internet : <http://www.imf.org>

Futures manifestations

Le cours de six semaines sur les statistiques de balance des paiements aura lieu à Washington du 14 mai au 22 juin 2007. Ce cours est destiné à des responsables principalement chargés d'établir les statistiques de balance des paiements.

Un cours de trois semaines sur les statistiques de la dette extérieure sera organisé à Washington du 10 au 28 septembre 2007 à l'intention des statisticiens de la dette extérieure.

La réunion annuelle du Comité de la balance des paiements se déroulera à Washington durant la dernière semaine d'octobre 2007.

Sur le Web

Les résultats de l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP) de 2005 sont affichés sur le site Internet du FMI à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/np/sta/pi/datar1.htm>.

Les documents de la dix-neuvième réunion (23-26 octobre 2006) du Comité des statistiques de balance des paiements du FMI sont affichés sur le site Internet à l'adresse suivante : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2006/19.htm>.

En janvier 2007, le Département des statistiques du FMI a lancé un service en ligne sur les statistiques de balance des paiements (BOPS), qui s'ajoutait au service en ligne consacré aux statistiques financières internationales (IFS). Cette base de données conviviale, qui fonctionne par abonnement, permet d'accéder rapidement à des séries chronologiques sur la balance des paiements et la position extérieure globale remontant, dans certains cas, jusqu'en 1948. On trouvera des renseignements complémentaires sur le site suivant : <http://www.imfstatistics.org/BOP/>